



**GENSHAGENER
FORUM**

für deutsch-
französischen Dialog

**FORUM DE
GENSHAGEN**

pour le dialogue
franco-allemand

Compte-rendu du VI^{ème} Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand

26 et 27 novembre 2015

Le VI^{ème} *Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand* s'est tenu les 26 et 27 novembre 2015 et avait pour thème : « **La politique de sécurité européenne à la hauteur des défis du futur ? Jalons pour les 20 prochaines années** ». Des intervenant(e)s issus de la politique, de l'économie et du monde de la recherche se sont ainsi entretenus avec une centaine de participant(e)s de France et d'Allemagne.

Cette année, des **expert(e)s français(es) et allemand(e)s en politique étrangère et des questions de sécurité et de défense** ont, par ailleurs, participé au *Forum de Genshagen*, lors duquel leur expertise a enrichi les apports des intervenant(e)s.

Avec un conflit larvé en Ukraine et l'essor de l'autoproclamé « État islamique » (Daesh) en Irak et en Syrie, l'Europe en 2015 paraît cernée de foyers de crises. Au regard de l'instabilité grandissante dans le voisinage de l'Est et du Sud de l'Union européenne, le VI^{ème} *Forum de Genshagen* a offert un espace propice à des débats interdisciplinaires et tournés vers l'avenir sur le thème de la sécurité. Les attentats parisiens du 13 novembre 2015 ont douloureusement souligné la pertinence du thème général choisi cette année.

Dans son discours d'ouverture, Pierre Vimont (ambassadeur de France et ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure (SEAE)), a appelé à plus de réalisme dans la politique étrangère de l'Union européenne. Il souligne un manque, au plan européen, d'analyses géopolitiques concordantes desquelles pourraient découler des stratégies européennes de longue durée. Selon lui, la politique extérieure commune de l'Union européenne cherche à combiner deux principes : d'un côté, la diplomatie des États-nations, qui concluent des alliances selon leurs intérêts propres, et de l'autre, la diplomatie intergouvernementale mettant en jeu la Commission européenne, qui fait prévaloir l'application du droit international. Il en résulte des conflits d'intérêts entre pays membres de l'Union européenne, à cause, par exemple, de conceptions divergentes des partenariats privilégiés avec des pays extra-européens. Ces conflits d'intérêt internes devront être plus souvent débattus à l'avenir. Par ailleurs, Pierre Vimont a aussi abordé les progrès réalisés par l'UE et a énoncé les prérequis essentiels pour la réussite des missions européennes (cliquer [ici](#) afin de consulter la vidéo complète du discours).

Lors du débat qui a suivi entre Pierre Vimont, Franziska Brantner (membre du parlement allemand, Bündnis 90/Les Verts), Dominique David (conseiller du président de l'Institut français des relations internationales (IFRI), rédacteur en chef de *Politique étrangère*, IFRI) et Jens Hanefeld (conseiller politique auprès de Volkswagen), le lien a été fait avec les récentes décisions prises en matière de politique de sécurité. Ils ont notamment mis en évidence la nécessité de définir le terme de

« guerre » et de s'accorder sur une définition géographique et géopolitique de l'Union européenne et des intérêts de ses membres (protection des frontières extérieures, gestion de la crise des réfugiés, lutte contre le terrorisme). L'invocation, au lendemain des attentats parisiens, de la clause d'assistance mutuelle de l'Union européenne (article 42.7) par le président français François Hollande a également fait l'objet d'un débat controversé.

Les situations sécuritaires en Ukraine et en Afrique ainsi que les exigences qu'elles font peser sur la politique extérieure de l'UE ont été débattues au sein de deux groupes de discussions qui se sont déroulés simultanément l'après-midi. En réponse à la crise ukrainienne, le premier groupe a appelé à un renforcement des capacités de défense collective et de la solidarité envers les pays de l'Europe centrale et orientale membres de l'UE. L'éventualité de parvenir à un accord de paix incluant la Russie a fait débat parmi les participant(e)s français(es) et allemand(e)s. Pourtant, la nécessité de coopérer avec la Russie en Syrie a été mise en évidence, et il a été réaffirmé que l'Ukraine reste aujourd'hui au centre des préoccupations russes.

Le deuxième groupe de discussion s'est interrogé sur les moyens dont dispose l'Europe pour contribuer à la stabilité en Afrique. Universitaires et professionnel(le)s ont débattu des échecs et des réussites de la politique africaine de l'Union européenne. Les participant(e)s étaient entre autres unanimes concernant la nécessité d'apporter un soutien à l'Afrique, à la condition, cependant, de ne pas se livrer au « saupoudrage » des aides, mais d'assurer la cohérence et l'efficacité de l'aide au développement. Le manque d'une vision stratégique commune de l'Union européenne a été, à cet égard, soulignée à plusieurs reprises. Par ailleurs, des voix se sont élevées pour plus de transparence, une plus grande concertation sur les politiques d'aide au développement et leur nécessaire définition sur le long terme. Celle-ci pourrait par exemple prendre la forme d'un livre blanc européen et se traduire par la mise en œuvre d'une « approche globale ».

« L'Europe est-elle un jouet ou une puissance capable de modeler son environnement ? » : cette problématique a été au cœur du débat de la seconde journée du Forum. Les résultats des travaux des groupes de discussion ont été présentés et débattus. L'ambassadeur de la République de Pologne à Berlin, M. Jerzy Margański, a appelé à ne pas considérer la politique de sécurité et de défense européenne sous le seul spectre de l'OTAN. L'ambassadeur a apporté par là un enrichissement pertinent de la perspective franco-allemande.

Les débats de clôture se sont inscrits dans le contexte des attentats parisiens, sous le titre : « Entre terreur et guerre chaude – La sécurité de l'Europe après le 13 novembre 2015 ». Un consensus notable régnait entre les intervenants, Maxime Lefebvre (ambassadeur et ancien représentant permanent de la France auprès de l'OSCE à Vienne) et Michael Georg Link (directeur du bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'Homme (ODIHR) à Varsovie, ancien ministre d'État allemand aux affaires étrangères), sur le fait qu'une politique interventionniste ciblée en Syrie devra également s'accompagner de mesures visant à renforcer la cohésion sociale sur place afin de mettre à mal le terrorisme international et d'agir ainsi durablement sur la sécurité.